

Catherine Bouchard. *Les nations québécoises dans L'Action nationale. De la décolonisation à la mondialisation.* Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2002. 146 p.

Pascale Ryan

Volume 4, Number 1, Fall 2003

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1024635ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1024635ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (print)

1927-9299 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Ryan, P. (2003). Review of [Catherine Bouchard. *Les nations québécoises dans L'Action nationale. De la décolonisation à la mondialisation.* Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2002. 146 p.] *Mens*, 4(1), 130–136.
<https://doi.org/10.7202/1024635ar>

nement pas de lui adresser — est-elle justifiée ? On peut en douter, car son ouvrage montre bien qu'à partir du moment où un historien endosse les habits de l'expert et prétend faire plus que de simplement expliquer ce qui a été, les tensions sinon les contradictions surgissent rapidement entre le rôle de savant et celui d'acteur engagé. Dans ces conditions, le fardeau de la preuve ne repose-t-il pas sur ceux qui ont une « conception démiurgique » de l'historien, pour reprendre la catégorisation de Dumoulin, plutôt que sur ceux croyant que l'historien a seulement pour fonction de rétablir la vérité ? En d'autres termes, on peut croire qu'il incombe aux « insatisfaits », si on peut les appeler ainsi, d'expliquer pourquoi l'historien doit faire plus que simplement raconter le passé avec un souci toujours plus grand de véracité. En tout cas, il y a là matière à débats, et c'est d'ailleurs le grand mérite de cette étude que d'inciter le lecteur à la réflexion. Au total, voilà un ouvrage fort stimulant qui ravira tous ceux qui s'interrogent sur le rôle actuel de l'historien dans la cité.

Frédéric Boily

*Chaire de recherche du Canada en histoire
et économie politique du Québec contemporain
Université Laval*

Catherine Bouchard. *Les nations québécoises dans L'Action nationale. De la décolonisation à la mondialisation.* Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2002. 146 p.

On aurait eu tout lieu de se réjouir de ce que les anthropologues s'intéressent à un sujet trop souvent réservé aux historiens et aux politologues. Malheureusement, la parution du

livre de Catherine Bouchard, parfait exemple des effets pervers de la sectorisation des disciplines, ne pourra que désoler les spécialistes de la question.

Le titre même de l'ouvrage prête à confusion. En effet, ce livre aurait dû porter en sous-titre « Décolonisation et mondialisation », et non pas « De la décolonisation à la mondialisation ». Il y a en effet un trou de vingt ans entre les deux périodes à l'étude, une césure non négligeable et qui s'explique difficilement d'un point de vue méthodologique. Que s'est-il passé entre 1969 et 1990 ? Cette question n'intéresse visiblement pas l'auteure. Pourtant, il y a tout lieu de penser que la Crise d'octobre, l'élection du PQ en 1976 et l'échec référendaire de 1980 ont tous eu des effets sur l'évolution de l'idée de nation au Québec. De plus, et dans un autre ordre d'idées, entre les deux périodes, on assiste à un renouvellement complet de l'équipe de direction et des collaborateurs de *L'Action nationale*, ce qui ne peut manquer d'affecter le discours général de la revue. On retrouve la même confusion dans la présentation par l'auteure des idées de nation, d'État et de nationalisme, et un flou dans l'utilisation de ces concepts.

D'autres problèmes méthodologiques font rapidement surface. La connaissance des auteurs cités repose le plus souvent sur les sources secondaires qui en traitent, comme c'est le cas en page 18, avec la synthèse de Birnbaum. De plus, on ne trouvera pas ici de bilan critique des travaux portant sur *L'Action nationale* ou sur l'idée de nation. Évitant le recours aux fort nombreuses études spécialisées, l'auteure se contente d'accumuler des citations tirées en grande partie du livre de Claude Bariteau, *Québec, 18 septembre 2001*.

L'auteure prétend chercher à « cibler le contexte québécois afin de mieux comprendre — par effet de synecdoque — les enjeux nationalistes et identitaires qui marquent l'or-

dre mondial qui se dessine actuellement sous l'influence du procès de mondialisation [et à] comprendre à l'interne et dans une comparaison diachronique comment se construisent les discours nationalistes » (p. 4). En ce qui concerne la deuxième partie de son projet, Bouchard fait montre d'une méconnaissance flagrante du contexte historique dans lequel s'inscrit la revue qu'elle entend analyser. On remarquera par exemple qu'elle lie l'émergence du néonationalisme — qu'elle situe dans les années 1960 (p. 5) — à la centralisation fédérale des années 1940, ignorant totalement le rôle de la Deuxième Guerre mondiale dans l'émergence et l'évolution du néonationalisme des années 1940. Une lecture attentive du livre de Michael Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution. Liberalism versus Neo-Nationalism, 1945-1960*, l'aurait non seulement renseignée sur l'émergence et la nature du néonationalisme au Québec, mais lui aurait montré que c'est dans la décennie précédant celle qu'elle étudie qu'il se manifeste dans *L'Action nationale*.

Il apparaît rapidement que l'auteure n'a aucune connaissance du champ des revues québécoises en général et de *L'Action nationale* en particulier. Elle n'a pas jugé bon de lire les vingt-deux travaux existants déjà sur *L'Action nationale*. Elle semble d'ailleurs ignorer que ce périodique est la revue d'une ligue nationaliste, la Ligue d'action nationale, ce qui explique en partie sa longévité et contribue à son originalité. Elle confond même deux fois plutôt qu'une *L'Action canadienne*, obscur périodique de Trois-Rivières, avec *L'Action canadienne-française*, le nouveau nom de *L'Action française* à partir de 1928 (pp. 12-13). Afin de justifier le choix de *L'Action nationale* comme objet d'étude, Bouchard cite Yvan Lamonde, pour qui, et à juste titre, cette revue est « le tronc de la généalogie intellectuelle des revues québécoises ayant nourri de sa sève des revues telles que *Cité libre*, *Liberté*, *Parti pris* et *Possible* » (p.

13). Ces publications intellectuelles ont été fondées après 1950 et, le plus souvent, dans les années 1960. Le rôle « généalogique » de *L'Action nationale* se situe donc dans la décennie précédente. Ce sont en effet ces nouveaux périodiques qui occupent l'avant-scène du champ des revues dans les années 1960 et qui alimentent, aux côtés d'un journal comme *Le Devoir*, la réflexion sur la nation. Depuis 1958, en effet, *L'Action nationale* n'est plus ce carrefour de la pensée nationaliste qu'elle a été depuis sa fondation. Les néonationalistes qui l'ont animée à partir de 1947 quittent à la fin des années 1950 puisqu'il devient de plus en plus difficile de s'y exprimer librement, face à la résistance des nationalistes traditionalistes. Les premiers investissent alors le Parti libéral — tentant de le réformer de l'intérieur et rédigeant son programme — et *Le Devoir*. De plus, la fin du règne de l'Union nationale signale également la fin des périodiques nationalistes traditionalistes qui perdent alors leurs subventions institutionnelles. Il ne reste plus que *L'Action nationale*, qui, sous la direction de François-Albert Angers depuis 1959, devient un des derniers bastions de résistance au néonationalisme et aux réformes majeures de la Révolution tranquille. Les nouvelles publications intellectuelles mentionnées plus haut deviennent plus importantes que *L'Action nationale*. C'est d'ailleurs dans *Parti pris* qu'on retrouve un véritable discours sur la décolonisation, influencé par le livre d'Albert Memmi et par les mouvements d'indépendance nationale à travers le monde. On s'étonne donc du choix mal informé de Catherine Bouchard de *L'Action nationale* pour les années 1960.

Voulant « rendre compte de manière significative des façons de penser la nation québécoise dans les années 1960 et 1990 », l'auteure a réuni un bien petit corpus, trente-neuf textes — dix-neuf articles pour les années 1960, vingt pour les années 1990 — pensant ainsi « atteindre une certaine sa-

turation des informations ». L'auteure juge que ce corpus lui a « permis de dégager une image cohérente et nuancée de la pensée sur la nation québécoise telle qu'elle a été développée pendant les décennies 1960 et 1990 » (p. 14). Méthodologiquement, cependant, ce corpus pose plusieurs problèmes. Parmi les dix-neuf textes des années 1960, quatre sont en fait un seul article paru en feuilleton, ce qui réduit le corpus à quinze textes, qui sont l'œuvre de treize auteurs. Parmi eux, Jean Drapeau, membre de la Ligue d'action nationale et maire de Montréal, a l'habitude — du moins jusqu'en 1961 — de publier des reproductions de ses discours dans *L'Action nationale*, et non pas des contributions originales. Madame Bouchard aurait-elle considéré une reproduction comme une contribution ? Le cas échéant, cela réduirait son corpus à quatorze textes et douze auteurs... C'est bien peu pour penser dégager une « image cohérente et nuancée de la pensée sur la nation québécoise ». D'autant plus que parmi ces auteurs — que Bouchard ne nous présente d'ailleurs pas —, six sont peu ou pas du tout connus, et l'on se demande en quoi ils peuvent être représentatifs du nationalisme des années 1960 : Irène de Buisseret, une traductrice française vivant à Ottawa ; Odina Boutet ; un obscur journaliste du journal *Le Soleil* de Québec jusqu'en 1963 ; Murray Ballantyne, un Canadien anglais et trois parfaits inconnus : Simone Gélinas, Jacques Caulais et Théophile Bertrand. En fait, pour Bouchard, le simple fait d'écrire un article dans *L'Action nationale*, une revue ouverte à tous ceux qui en partagent les vues, semble conférer à son auteur le statut d'intellectuel — dont la définition n'est d'ailleurs pas fournie. De plus, Madame Bouchard n'a pas jugé bon d'effectuer la nécessaire mise en relation entre le discours et son émetteur. L'eut-elle fait, cela lui aura évité bien des erreurs. On se demande en effet comment elle a pu classer le sociologue jésuite Richard Arès, collaborateur de la revue

depuis 1936, membre de la Commission Tremblay sur les problèmes constitutionnels, auteur de plusieurs ouvrages sur le nationalisme et les questions constitutionnelles dans la catégorie « indépendantiste »... Comme la plupart des nationalistes de sa génération, Arès n'a jamais été indépendantiste. Dans ses écrits des années 1960, il essaie de comprendre ce nouveau phénomène, comme nombre d'intellectuels de l'époque, dont André Laurendeau dans les pages du *Devoir*. On ne comprend pas non plus comment Jacques-Yvan Morin, alors professeur de droit international et constitutionnel à l'Université de Montréal, auteur de *Liberté nationale et fédéralisme*, publié en 1964, futur président des États généraux du Canada français de 1966 à 1969 et futur homme politique, peut être classé dans la catégorie « ethnique ». La surprise est d'autant plus grande que, dans le texte cité, il affirme lui-même que « la nation est une notion sociologique » (p. 47). Bouchard ne connaissant pas les auteurs qu'elle cite, elle ne peut non plus différencier les différentes générations qu'elle mélange. Qu'ont, en effet, en commun Raymond Barbeau (1930-1992) et Richard Arès (1910-1989) à part d'avoir écrit un texte sur le nationalisme dans *L'Action nationale* durant les années 1960 ? Les nuances entre ces deux penseurs fort différents sont immenses et il aurait fallu une véritable analyse de texte plutôt qu'une juxtaposition de citations prises hors contexte — une méthode fort prisée par Bouchard — pour en saisir les subtilités.

On pourrait continuer ainsi longtemps à relever les lacunes de ce livre, dont le manque de rigueur généralisé ne permet pas de tenir compte des résultats de l'analyse. En fait, l'auteure se contente de projeter ses résultats bruts dans un modèle théorique construit à partir des travaux d'autres anthropologues, sans contextualiser et historiciser ses données. Du point de vue méthodologique, ce livre est une catastro-

phe. Du point de vue du contenu également. Trop scolaire pour le grand public, trop mauvais pour des lecteurs avertis, l'ouvrage de Catherine Bouchard trouvera difficilement un public. On s'explique d'ailleurs mal qu'il ait pu trouver un éditeur.

Pascale Ryan
Département des lettres et communications
Université de Sherbrooke

Olivier Marcil. *La raison et l'équilibre. Libéralisme, nationalisme et catholicisme dans la pensée de Claude Ryan au Devoir (1962-1978)*. Montréal, Éditions Varia, 2002. 292 p. (Coll. « Histoire et Société »).

Les rayons de nos bibliothèques ne croulent pas sous le poids des ouvrages consacrés à l'œuvre et à la pensée de Claude Ryan. D'aucuns imputeront peut-être le phénomène à ce que l'ancien directeur du *Devoir* projetait une image plutôt terne de lui-même ou, à tout le moins, moins flamboyante que celle de ses deux grands adversaires politiques, Pierre Trudeau et René Lévesque. Les mauvaises langues, pour leur part, préféreront une explication d'ordre idéologique en affirmant que la voie médiane que Ryan a toujours tenté de tracer entre le fédéralisme centralisateur de l'un et l'option souverainiste de l'autre résultait de la tiédeur de ses propres convictions politiques. Souvent éclipsé par l'affrontement Trudeau - Lévesque, Claude Ryan n'en mérite pas moins de figurer parmi les intellectuels et hommes d'action les plus influents des dernières décennies. Olivier Marcil apporte une contribution précieuse à l'histoire des idées au Québec et au Canada en proposant une analyse fine et intelligente de l'idéologie de celui